JOURNAL DE BRIGITTE KUSTER
VOTRE DÉPUTÉE

UN AN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE : BILAN ET PERSPECTIVES

N°2 / ÉTÉ 2018

#Ternes #Monceau #Dauphine #Chaillot

© DR

BRIGITTE KUSTER

Députée Les Républicains
4e circonscription de Paris

Commission des Affaires culturelles et de l'Education / Groupe de travail parlementaire sur les Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 / Commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle auprès du CSA

Conseillère de Paris, ancienne maire du 17e (2008-2017)

ÉDITORIAL

Le 7 mai 2017, les Français croyaient inaugurer une nouvelle ère. Et à bien des égards, ils ne se trompaient pas. Emmanuel Macron s'est coulé avec aisance dans les vêtements présidentiels. **Mais les apparences, souvent flatteuses, du nouveau pouvoir ne sont-elles pas finalement trompeuses ?** Des lois utiles ont certes été votées, et je les ai soutenues : code du travail, SNCF…, mais aucune ne peut prétendre au rang de véritables réformes. **Toutes manquent de ce qui fait la différence en politique comme dans la vie : le courage.** A cette aune, l'écart entre l'ambition claironnée à longueur de discours et la réalité de ce que le Parlement a voté depuis un an n'en ressort que de façon plus flagrante.

A la seule question qui compte : ***vivons-nous mieux aujourd'hui qu'il y a un an ?,*** que répondent les Français ? Ceux qui tirent pleinement profit de la mondialisation, et sur lesquels Emmanuel Macron mise tant, applaudissent. Il faut dire que le gouvernement a su se montrer généreux à leur égard. Et tant mieux ! La réussite est depuis trop longtemps suspecte en France, et le Président a raison de vouloir abattre ce totem malsain. **Mais pour tous les autres : classes moyennes et moyennes supérieures, retraités, propriétaires, rien n'a changé** ; ni l'insoutenable pression fiscale, ni le recul des politiques familiales, ni le poids que la dette publique fait peser sur notre avenir commun.

Et il est encore une chose qui n'a pas changé : **le déni de réalité face à l'immigration incontrôlée et la lutte contre l'islamisme.** Jamais l'Etat n'a enregistré autant de demandes d'asile, ni affiché un tel laxisme face à la barbarie terroriste. Là encore, le fossé entre la force des mots et la faiblesse des actes est immense.

Au moment où s'achève la 1ère année de législature,**je suis heureuse de vous présenter le 2ème numéro de mon Journal qui relate mon activité parlementaire et développe ces sujets qui font l'actualité.**

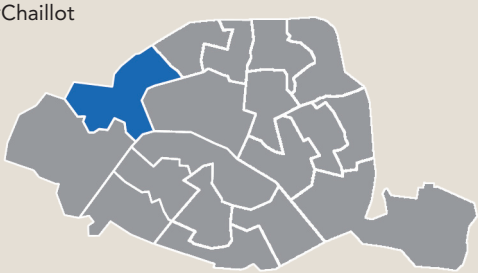
MON SUPPLÉANT

Pierre GABORIAU
Conseiller de Paris du 16e arrdt.

© DR

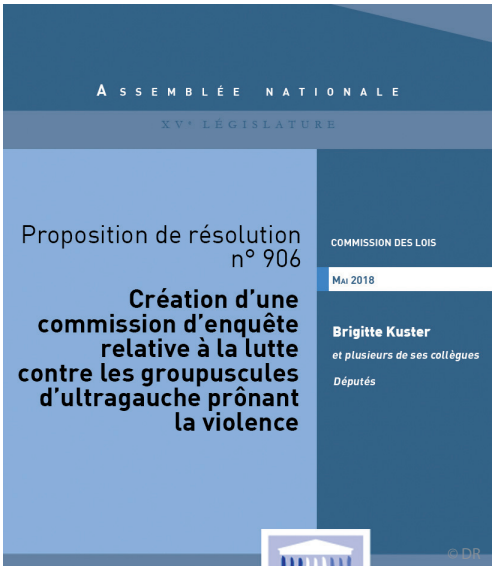
4e CIRCONSCRIPTION

Quartiers : #Ternes #Monceau #Dauphine #Chaillot



MON ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

PROPOSITION DE LOI



J'ai déposé **une proposition de résolution visant à la création d'une commission d'enquête sur les groupuscules d'ultragauche prônant la violence.**

Paris est devenu le théâtre régulier, comme dernièrement lors du défilé du 1er-Mai ou de l'occupation des facultés, de la folie destructrice de ces militants extrémistes – les tristement fameux « black blocks » – qui sont prêts à tout pour « casser du flic et détruire l'Etat capitaliste », selon leurs propres termes. Malheureusement, le gouvernement semble impuissant à endiguer ce phénomène en plein essor.

L'objectif de cette commission est de **mieux comprendre les ressorts de ces mouvances d'ultragauche et de proposer des mécanismes permettant de les éradiquer.**

Ma proposition sera débattue en séance fin juin.

AMENDEMENTS

Par la voie des amendements, un député peut, aussi bien en commission qu'en séance, proposer des modifications à la rédaction d'un projet ou d'une proposition de loi.

Sur le projet de loi « Evolution du logement », j'ai déposé une série d'amendements visant à abaisser de 22 à 10 ans la durée de détention permettant de bénéficier de l'exonération des plus-values sur la résidence secondaire ou les biens locatifs ; à supprimer le dispositif d'encadrement des loyers ; à soutenir les familles locataires du parc social dont un membre est handicapé ; à lutter efficacement contre les squatteurs et les marchands de sommeil ; à imposer des distances-limites pour l'installation des antennes-relais, etc.

Sur le projet de loi « Equilibre dans le secteur alimentaire », j'ai proposé une meilleure information des consommateurs sur les modes d'élevage et d'abattage des animaux et l'interdiction du label « BIO » pour les produits ne respectant pas le bien-être animal.

Sur la proposition de loi « Lutte contre les fausses informations », j'ai déposé des amendements tendant à limiter au maximum les risques d'atteinte à la liberté d'expression durant les périodes électorales.

Sur le projet de loi « Avenir professionnel », j'ai défendu l'accès à l'apprentissage dès l'âge de 14 ans, au-lieu de 16 ans actuellement.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Au ministre de l'Action et des Comptes publics : l'Etat peut-il assurer que ses services seront bien prêts le 1er janvier pour le passage au prélèvement à la source ? Peut-il garantir aux employeurs et aux contribuables qu'ils ne se trouveront pas face à une nouvelle usine à gaz ?

Au ministre de l'Intérieur : quelles mesures entend-il prendre pour évacuer les campements de migrants au nord-est de Paris et éviter qu'ils ne se réinstallent ailleurs ?

A la ministre des Sports : après la publication d'un rapport officiel pointant les retards et dépassements financiers prévisibles dans l'organisation des JO 2024, est-elle toujours en mesure d'honorer la promesse de sérieux et de rigueur faite aux Français lors de la phase de candidature ?

A la ministre de la Culture : quelles actions entend-elle mettre en œuvre pour lutter plus efficacement contre le piratage qui affaiblit l'industrie audiovisuelle et détruit des milliers d'emplois ?

POSITIONS DE VOTE

✓ **POUR**
NOUVEAU PACTE FERROVIAIRE
Ouvrir la SNCF à la concurrence et réformer le statut des cheminots est indispensable, dans l'intérêt de l'entreprise comme des usagers.

✗ **CONTRE**
EQUILIBRE DANS LE SECTEUR ALIMENTAIRE
Le gouvernement s'est opposé à tous les amendements visant à améliorer la qualité alimentaire et la traçabilité des produits.

✓ **POUR**
LUTTE CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS
La loi offre des garanties minimales aux candidats à une élection nationale face aux tentatives de désinformation, notamment provenant de l'étranger.

✗ **CONTRE**
IMMIGRATION ET DROIT D'ASILE
La loi ouvre de façon irresponsable les vannes de l'immigration, notamment en assouplissant l'accès au droit d'asile.

✓ **POUR**
INTERDICTION DU PORTABLE À L'ÉCOLE ET AU COLLÈGE
L'école est un sanctuaire où le téléphone portable, facteur de déconcentration mais aussi de discrimination sociale, n'a pas sa place.

✗ **CONTRE**
EVOLUTION DU LOGEMENT
Les quelques avancées en matière d'incitation à la construction ne compensent pas les nombreuses lacunes de la loi sur le logement social, l'accession à la propriété, la défense de la propriété privée, etc.

UN PROJET CENTRAL POUR L'EUROPE

Emmanuel Macron sait quelle Europe il veut. Une Europe fédérale et élargie. Problème : personne ne veut de cette Europe-là, ni les 28 Etats-membres, ni les peuples européens. Le Président sait pertinemment que, pour imposer ses vues, il doit satisfaire une condition parfaitement impossible : obtenir l'unanimité des Etats-membres. Alors pourquoi s'évertue-t-il ainsi à poursuivre des chimères ? En réalité, **Emmanuel Macron fait avec l'Europe exactement la même chose que ce que font les europhobes : de la politique interne.** Il veut imposer, en France, un débat autour d'un choix simpliste, dont il imagine sortir vainqueur au soir des élections européennes : POUR, ceux qui partagent sa vision ou CONTRE, tous les autres.

PLUS D'EUROPE LÀ OÙ C'EST NÉCESSAIRE

Chez les Républicains, nous refusons de prêter le flanc à ce simulacre de débat. Nous revendiquons, au contraire, **une position centrale entre l'Europe idéalisée d'Emmanuel Macron et l'Europe ostracisée des extrêmes.** Notre constat est simple : les Français sont attachés au projet européen, mais ils ne comprennent pas le fonctionnement de ses institutions, et ne perçoivent pas le bénéfice qu'ils tirent de ses politiques. Ils veulent plus d'Europe là où la France y a intérêt (dans le domaine fiscal, social ou militaire), et plus de souveraineté nationale là où c'est nécessaire (en matière de politique migratoire ou de contrôle des frontières).

Il y a 25 ans, **Edouard Balladur a théorisé l'idée d'une « Europe des cercles » qui n'a jamais semblé plus en phase avec les enjeux contemporains.** A l'Europe monolithique que l'on connaît, viendraient se substituer deux ensembles cohérents et solidaires. D'une part, l'Union Européenne rassemblant la totalité des Etats-membres qui se focaliserait sur les politiques commerciales et le marché commun. Et d'autre part, les cercles de coopération renforcée (qui existent déjà s'agissant de la monnaie, la sécurité ou la défense), qui permettraient aux Etats volontaires de mettre en commun des compétences de leurs choix.

UNE EUROPE DES CERCLES

En somme, **une Europe plus diverse qui favoriserait la convergence des Etats les plus avancés** sur des enjeux bien définis (scientifiques, environnementaux, sanitaires, etc.), tout en laissant aux autres le temps de s'adapter aux changements.

Cette transformation n'implique pas de bouleversements institutionnels majeurs – et donc un improbable consensus entre les Etats-membres –, mais plutôt **la volonté de sortir l'UE de la paralysie** en favorisant la diversité là où il n'y a qu'uniformité et en permettant la souplesse là où il n'y a que rigidité. **Tel est le projet européen des Républicains.**

LES INSCRIPTIONS SUR LES LISTES ÉLECTORALES SE FONT JUSQU'AU

LUNDI 31 DÉCEMBRE 2018

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES AURONT LIEU LE

DIMANCHE 26 MAI 2019

LE SCRUTIN EST OUVERT AUX RESSORTISSANTS DE L'UNION EUROPÉENNE

INSTITUTIONS : VERS UN PRÉSIDENTIALISME DÉBRIDÉ ?

A la défiance que les citoyens éprouvent à l'égard de la classe politique, **Emmanuel Macron a choisi de répondre de façon cynique: désigner à la vindicte un bouc émissaire, en l'occurrence le Parlement.** Chauffée à blanc par les scandales et l'inefficacité des politiques publiques, l'opinion approuve les mesures visant à réduire le nombre de parlementaires et les moyens qui leur sont dévolus. Mais ce qui relève d'abord du ressentiment, justifié à bien des égards, ne doit pas être le leitmotiv de la réforme. **Ici Emmanuel Macron n'attaque en rien les causes de la crise de confiance qui abîme notre démocratie,** il se contente d'orienter le flot de la colère vers le Parlement. Ce faisant, il croit faire coup double : répondre aux attentes des Français et affaiblir à son profit le pouvoir législatif. Mais il se trompe lourdement.

Toute démocratie est d'abord le fruit d'un équilibre des pouvoirs. Le gouvernement dispose de mécanismes puissants pour imposer sa politique, y compris à des majorités réfractaires. Il en résulte une très grande stabilité, dont il faut se réjouir, mais tout en gardant à l'esprit qu'aucune autre grande démocratie n'accorde une telle primauté au pouvoir exécutif.

Limiter encore davantage les prérogatives du Parlement – ce qu'envisage très clairement Emmanuel Macron à travers une multitude de mesures d'apparence technique mais éminemment politiques, comme la révision des règles d'irrecevabilité des amendements –, **c'est faire irrémédiablement basculer nos institutions vers une forme de présidentialisme débridé.** Est-ce là une réponse convaincante à la crise de confiance que traverse notre démocratie ? Je ne le crois pas.

ÉCOLOGIE : PARENT PAUVRE DU MACRONISME

Le candidat Macron reconnaissait durant la campagne que le sujet ne faisait pas partie de son ADN politique. Devenu Président de la République, il n'a fait que confirmer **son manque d'intérêt pour la cause environnementale.** Pour preuve : sous couvert de vouloir « construire plus », **la majorité a remis en cause la loi Littoral de 1986 en autorisant la construction des « dents creuses »**, c'est-à-dire les espaces non construits entourés de parcelles bâties, à moins de 100 mètres du rivage.

Autre pilule amère à avaler : **la non-inscription dans la loi Alimentation de la date de sortie du glyphosate en 2021.** Le gouvernement a refusé de graver dans le marbre de la loi ce qu'il a pourtant négocié à Bruxelles six mois plutôt. Comment dès lors ne pas douter de ses véritables intentions en la matière ? Un doute encore renforcé lorsque l'on apprend que **le plan hydrogène de Nicolas Hulot, destiné à faire de la France le leader mondial des transports propres, n'est financé qu'à hauteur de 10%** des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs affichés…

COMMENT PARIS PEUT À NOUVEAU REDONNER ENVIE ?

Paris est sous le feu des projecteurs. Mais pas pour de bonnes raisons. La capitale fait actuellement beaucoup parler d'elle pour la saleté des rues, les embouteillages chroniques, la pollution, les démêlés de la municipalité avec la justice, la dégradation de l'espace public, etc. **Anne Hidalgo récolte les fruits pourris de sa vision dogmatique et des dérives de sa gestion municipale. Son mandat est un échec cuisant.**

Une batterie de données objectives permet de poser un diagnostic sans appel : 1100 postes ont été supprimés au sein de la direction de la propreté depuis 2001 (alors que les effectifs de la mairie de Paris ont progressé de 14 000 sur la même période) ; les trajets en voiture aux heures de pointe ont augmenté de 135% sur les quais de la rive droite ; la capitale vit une journée sur 3 au-dessus des seuils de pollution recommandés ; la dette municipale doublera d'ici la fin de la mandature. **Sans parler des retentissants fiascos Vélib et Autolib…**

PRIORITÉ À L'ENTRETIEN DE L'ESPACE PUBLIC

Anne Hidalgo trébuche et déjà les appétits s'aiguisent en vue des municipales de 2020. Les amis d'Emmanuel Macron lorgnent avec gourmandise l'Hôtel-de-Ville. Et, manifestement, certains s'y voient déjà. Erreur ! **L'âme parisienne est rebelle et les scénarios écrits d'avance ne demandent qu'à être démentis.**

Ce que les Parisiens veulent d'abord, **c'est un projet de redressement de la capitale.** Un projet qui ait le courage de briser un certain nombre de tabous, à commencer par celui du logement social. Avec 160 millions d'euros consentis chaque année pour transformer des appartements privés en sociaux, la mairie de Paris a entretenu la pénurie de biens, aggravé la flambée des prix et contraint les classes moyennes à fuir la capitale. **Osons le dire : + de logements sociaux à Paris, c'est fini.**

Les investissements devront porter en priorité sur l'entretien de l'espace public qui est considérablement dégradé. Je plaide de longue date pour la construction de parkings souterrains **afin de libérer la voirie du stationnement qui l'encombre et l'enlaidit.** Je crois à **un nouveau partage de l'espace public** qui permette, notamment, aux mobilités douces de trouver toute leur place.

PARIS, MOTEUR DE LA MÉTROPOLE

Enfin, et de façon plus générale, **la Ville doit renouer le dialogue avec la métropole.** Regardons les choses en face, Paris est un confetti à côté de Londres, New York ou des mégalopoles asiatiques. Sur nombre de dossiers : transport, urbanisme, lutte contre la pollution, il est illusoire d'imaginer agir avec efficacité en tournant le dos à la petite couronne, comme c'est le cas actuellement.
Paris doit redevenir le moteur de la métropole.

Soyons réalistes : Paris n'exerce plus la même force d'attraction que par le passé. **Mais ne cédons pas à la fatalité : Paris s'est relevée de tout, et le fera encore.** Pourvu que l'on défende le bon projet.

© PhotoTalk

JOURNAL DE

BRIGITTE KUSTER

VOTRE DÉPUTÉE

VOTRE AVIS M'INTERESSE

Ecrire, améliorer, ou changer la loi est un travail passionnant que je voudrais partager avec vous.

Je vous propose de me faire connaître vos sujets d'intérêt, les propositions de loi ou les amendements que vous souhaiteriez que je défende, les questions qui mériteraient, selon vous, d'être posées au gouvernement, ou plus simplement votre avis sur les réformes du gouvernement.

M'ÉCRIRE

BRIGITTE KUSTER
Députée de Paris
Palais Bourbon, 126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

ME JOINDRE

Tél. 01 40 63 67 87
brigitte.kuster@assemblee-nationale.fr

QUELS SONT LES ENJEUX POLITIQUES QUE VOUS JUGEZ PRIORITAIRES ?
(ex : éducation, défense, fiscalité, etc.)

VOS COORDONNÉES

- Nom : .....
- Prénom : .....
- Adresse : .....

.....

- E-Mail : .....
- Tél. .....

☐ Je souhaite recevoir par mail la newsletter hebdomadaire de Brigitte KUSTER

☐ Je souhaite recevoir par courrier le Journal de Brigitte KUSTER

© 2018 / Ne pas jeter sur la voie publique / Photo : © Givaga / Crea : atelieretc.fr